

## Des hommes et des urnes

Comme s'il s'était passé le mot, la grande majorité des électeurs et des électrices malien(ne)s commencent à bouder les urnes et privent ainsi notre démocratie de la caution populaire qui devrait en être l'essence. Les résultats du deuxième tour des dernières législatives constituent le point culminant de cette fâcheuse et dangereuse tendance. Rien n'a pourtant été négligé pour que femmes et hommes, des villes et des campagnes sortent massivement pour porter au pouvoir des candidats de leur choix.

Face à cette situation inattendue, la tentation de s'apesantir sur les conditions matérielles et logistiques de l'organisation des scrutins est grande. Ce serait une énorme erreur.

La défiance du peuple malien à l'égard du processus électoral revêt une signification bien plus profonde que la classe politique et la communauté internationale ne peuvent continuer à ignorer : le manque de cohérence entre alternance politique et alternatives aux choix économiques qui affament, appauvrissent et tuent. Les Maliens et les Maliennes n'ont pas besoin d'experts et de statistiques pour rendre compte des douloureuses réalités qu'ils vivent dans leur chair et dans leur âme, qu'il s'agisse du travail rémunéré, des biens alimentaires, des soins médicaux ou de l'éducation de leurs enfants.

Les acteurs politiques et institutionnels qui décident, organisent et coordonnent les élections, peuvent-ils s'attendre à une mobilisation massive de l'électorat quand ils attachent plus d'importance aux urnes qu'aux hommes ? Les dépenses électorales, celles consenties par l'Etat comme celles que certains candidats se sont permis dépassent l'entendement. Le paysage politique lui-même est devenu peu lisible en raison des compromis entre politiciens. Nous sommes rassasié(e)s, saturé(e)s jusqu'à la nausée de la rhétorique sur les urnes, leur transparence et leur acheminement et autres ingrédients de la démocratie formelle. Nous sommes profondément navré(e)s de constater le refus de nos dirigeants et des candidats au pouvoir de méditer les comportements politiques de nos maîtres à penser qui sont eux-mêmes confrontés à la même défiance de leur population.

L'électrochoc des résultats du premier tour des élections présidentielles françaises au cours duquel de nombreux électeurs et électrices ne sont pas allés voter à susciter deux réactions que l'Afrique et plus particulièrement le Mali se doivent de méditer :

- la coalition contre l'extrême droite qui a aussitôt perdu du terrain et
- la mise à plat des choix et des pratiques économiques et politiques qui ont pu décevoir et démotiver une bonne partie de l'électorat français.

Si la désaffection des urnes parvient à affaiblir un processus aussi vieux et aussi bien rodé que celui de la France presque dans le même contexte que le Mali – pays satellite et cruellement dépendant de cette même France – il n'y a pas lieu pour nous de nous limiter à l'analyse de l'organisation matérielle des élections. Il faut plutôt avoir le courage politique de s'interroger sur le sens du vote et la nature du leadership dans le cadre de la mondialisation néolibérale que les élites imposent à leurs peuples.

Ce débat dont nous faisons l'économie a bel et bien lieu dans les nations industrialisées du Nord. A défaut de pouvoir défier ouvertement les gouvernants du Nord, nos décideurs pourraient au moins être observateurs, perspicaces et audacieux en demandant au Président Chirac, par exemple,

pourquoi a-t-il fallu ou faut-il céder nos entreprises les plus porteuses quand il reconnaît lui-même les limites du tout-marché et se montre prudent dans la privatisation des services publics.

Les élites africaines au pouvoir ne sont pas crédibles quand ils prétendent soigner les plaies ouvertes par deux décennies d'ajustement structurel sans interroger et plus forte raison remettre en question les principes et les modalités de l'ouverture du Mali au marché mondial.

De même qu'ils ont négligé de nourrir les esprits des Maliens, notamment ceux des jeunes, en privilégiant les dépenses ostentatoires (autoroutes, stades, clôtures...) au détriment de l'école, nos décideurs politiques ne se sont pas jusqu'ici donné la peine de promouvoir une opinion publique malienne avisée quant aux choix macro-économiques qui leur sont imposés et qui engagent nos destins individuels et collectifs. Ils préfèrent, dans le cadre des élections, se réfugier dans les questions matérielles et logistiques qui n'écorchent pas les oreilles et la sensibilité de leurs généreux donateurs.

La situation que nous vivons en ces lendemains d'élections aux taux de participation particulièrement bas est certes dramatique mais salutaire. Le peuple malien qui ne veut plus servir d'alibi, fait de la désobéissance civile afin que notre pays s'achemine vers une démocratie qui nourrit d'abord les esprits d'idée et de perspectives nouvelles et ensuite les corps, à partir de la mise en valeur et de transformations richesses nationales.

Des urnes remplies dans un tel contexte de bulletins qui émanent de citoyen(ne)s avisé(e)s quant aux mécanismes de la paupérisation et aux moyens de l'endiguer ont un sens. L'Etat et ses alliés n'auraient en fait pas besoin de se donner tant de mal pour mobiliser un tel électorat qui est persuadé que le vote est le moyen privilégié pour lui de se prononcer et de contrôler le jeu politique.

La responsabilité d'une telle refondation politique incombe à la société civile, aux acteurs politiques et à la communauté internationale.

La société civile doit mieux appréhender les enjeux nationaux et internationaux des choix macro-économiques ainsi que la nature de sa propre responsabilité et de son rôle dans le contexte actuel. Ce sont ses exigences, quand elles sont pertinentes et clairement formulées, qui doivent servir de garde fous et amener la classe politique à plus d'auto discipline et à cultiver le sens de la parole donnée.

La classe politique doit, pour sa part retenir, une fois pour toute, que rien ne s'improvise aujourd'hui en matière de gestion des hommes et des économies et qu'il vaut mieux être proche de son peuple que de convoiter le titre creux et ingrat de bon élève des forces du marché. La situation de notre pays qui est à la fois complexe et grave devrait donner lieu à un effort de renouvellement de la réflexion quant à l'état réel des lieux et des alternatives à envisager. La nouvelle classe politique peut se permettre plus d'audace dans ses rapports avec les Nations nanties qui, si elles étaient honnêtes avec nous, reconnaîtraient que la mondialisation néolibérale est un échec dont elles n'ont pas fini elles-mêmes de mesurer et de gérer les conséquences.

La communauté internationale ne peut pas s'en tirer à si bon compte en nous renvoyant dos à dos, gouvernants et gouvernés, élus et électeurs. Elle a sa part de responsabilité dans le dévoiement des démocraties africaines. Les interventions tonitruantes du FMI et de la Banque mondiale, toujours juges et parties, qui encouragent le nouveau gouvernement malien qui a à peine vu le jour, à

poursuivre les réformes néolibérales qu'ils nous imposent depuis plus de vingt ans sont en fait les véritables dangers qui planent sur ce qui reste de notre démocratie.

L'omniprésence et l'ingérence de ces institutions financières et des agences bilatérales et multilatérales qu'elles influencent sont incompatibles avec la démocratie représentative et participative.

Il est grand temps que les pouvoirs publics et les partis politiques réfléchissent sur les résultats des dernières élections et de chercher au-delà des urnes les véritables aspirations des hommes et des femmes de ce pays ainsi que les modalités pour le pouvoir de faire corps avec ce peuple.

**Aminata Dramane TRAORE**  
**Auteur de « l'état » et du « viol**  
**de l'imaginaire ».**  
**Coordinatrice du Forum pour**  
**l'autre Mali**